

RAPPORT N°2024/2-12
au Bureau Communautaire
en sa séance du jeudi 28 mars 2024

OBJET :

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DU SITE DE L'ILET QUINQUINA SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ACTUALISE ET AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 4.6.1 « AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DE SITES TOURISTIQUES PUBLICS » DU PO FEDER 2021/2027

La CINOR a lancé en août 2023 une consultation à procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique en vue de la réalisation des travaux d'aménagement et de valorisation du site de l'Ilet Quinquina sur la commune de Saint-Denis, pour un coût prévisionnel réparti comme suit :

- Lot 1 « voirie/réseaux » : 299 024,50 € HT
- Lot 2 « jeux/mobiliers divers » : 212 500,50 € HT

Dans ce cadre, le bureau communautaire, en séance du 12 septembre 2023, a autorisé le Président à solliciter les subventions du FEDER au titre de l'action 4.6.1 « aménagements et équipements de sites touristiques publics » du programme 2021/2027 sur la base du plan de financement suivant :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Région	Cinor*
Dépenses totales éligibles	548 494,08 €	505 524,50 €	429 695,83 €	25 276,23 €	50 552,45 €
Dépenses éligibles en %		100%	85%	5%	10%

*** + pré financement de la TVA : 42 969,58 €**

A réception des offres, et suite à l'analyse qui en a été faite, le marché a été notifié le 22 novembre à l'entreprise BUFFI pour la réalisation des prestations des lots 1 et 2.

Toutefois, pour des raisons d'utilité publique, le marché a dû être résilié par courrier du 30 novembre 2023 adressé au titulaire.

Compte-tenu de l'intérêt de ces aménagements et des enjeux qui y sont liés, le marché a été relancé en décembre dernier.

A la date limite de remise des offres fixée au 31 janvier 2024, 9 candidatures ont été réceptionnées et celles des candidats suivants présentant une offre économiquement la plus avantageuse ont été retenues pour un montant global de 460 558,75 € HT réparti comme suit :

- Lot 1 « voirie/réseaux » :
 - o Attributaire : entreprise SAMNA
 - o Montant de l'offre : 249 228,75 € HT
- Lot 2 « Jeux/mobiliers divers » :
 - o Attributaire : entreprise MAHANA
 - o Montant de l'offre : 211 330,00 € HT

Il convient donc d'actualiser le plan de financement qui s'établit comme suit :

	Montant TTC	Montant HT	Union Européenne	Région	Cinor*
Dépenses totales éligibles	499 706,24 €	460 558,75 €	391 474,94 €	23 027,94 €	46 055,87 €
Dépenses éligibles en %		100%	85%	5%	10%

*** + pré financement de la TVA : 39 147,49 €**

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le nouveau montant des travaux d'aménagement et de valorisation du site de l'Ilet Quinquina sur la commune de Saint-Denis fixé à 249 228,75 € HT pour le lot 1 et à 211 330,00 € HT pour le lot 2, soit un total de 460 558,75 € HT ;
- Approuver le plan de financement prévisionnel actualisé relatif à ces travaux au titre de la mesure 4.6.1 « Aménagements et équipements de sites touristiques publics », du FEDER / P.O.E. (Programme Opérationnels Européens) 2021-2027 ;
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 46 055,87 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 10 % du montant hors taxe du coût prévisionnel de l'opération ;
- M'autoriser à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe, de l'Etat et de la Région sur la base du plan de financement prévisionnel actualisé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL




Le Président

Maurice GIRONCEL

**DECISION N°2024/2-12
du Bureau Communautaire
en séance du 28 mars 2024**

OBJET :

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DU SITE DE L'ILET QUINQUINA SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ACTUALISE ET AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 4.6.1 « AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DE SITES TOURISTIQUES PUBLICS » DU PO FEDER 2021/2027

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/2-12 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-12-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

ARTICLE 1

D'approuver le nouveau montant des travaux d'aménagement et de valorisation du site de l'Ilet Quinquina sur la commune de Saint-Denis fixé à 249 228,75 € HT pour le lot 1 et à 211 330,00 € HT pour le lot 2, soit un total de 460 558,75 € HT ;

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement prévisionnel actualisé relatif à ces travaux au titre de la mesure 4.6.1 « Aménagements et équipements de sites touristiques publics », du FEDER / P.O.E. (Programme Opérationnels Européens) 2021-2027 ;

ARTICLE 3

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 46 055,87 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 10 % du montant hors taxe du coût prévisionnel de l'opération ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe, de l'Etat et de la Région sur la base du plan de financement prévisionnel actualisé.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président
Maurice GIRONCEL

Le Président
Maurice GIRONCEL

Communauté
intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-12-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024